

—
UNE NOUVELLE
EXPLOITATION?
—

—
CHRISTOPHE MAGIS
NELLY QUEMENER
FLORIAN VÖRÖS
—

Avec la généralisation de l'usage des technologies numériques et l'approfondissement des dimensions participatives et marchandes d'internet, de nouvelles formes de conscience de soi en tant que travailleuse émergent. De la grève des animateurs-trices de forum d'AOL à la fin des années 1990 à celle des chauffeurs Uber aujourd'hui, en passant par les *class-actions* des usageres de Facebook contre la commercialisation de leurs données personnelles, les manifestations les plus visibles de ce processus de conscientisation sont les mobilisations collectives – de rédacteurs-trices, de modérateurs-trices, d'animateurs-trices, de prestataires de services ou de simples usageres de réseaux sociaux – contre les géants du numérique qui encadrent leur activité et profitent de leur travail, sans pour autant le rémunérer à sa juste valeur. Si elles restent peu prises en compte par les organisations syndicales, ces mobilisations révèlent toutefois la pérennité, dans les formes de création de valeur de l'économie numérique, du travail non-salarié voire non-rémunéré.

En dialogue avec ces sensibilités critiques émergentes, ce numéro de *Poli – Politique de l'image* rassemble des élaborations théoriques, des études de cas et des interventions visuelles qui, chacune à sa manière, interrogent des modèles économiques et des expériences de travail ancrées dans des dispositifs

numériques participatifs et collaboratifs, permettant la mise en relation et la mise à contribution des usageres. Trois questions principales organisent le numéro. Alors que l'exploitation a été théorisée au 19^e siècle par Marx pour penser le rapport des salariés aux patrons d'usines, comment penser aujourd'hui la subordination et l'appropriation des activités des internautes par les plateformes numériques? «Exploitation 2.0» est ensuite une invitation à questionner la nouveauté des formes de travail numérique les moins visibles et les moins rémunérées: comment les plateformes réactivent-elles des formes préexistantes de division sociale du travail, déjà à l'œuvre par exemple dans la sphère domestique et dans les industries culturelles? Les contributions reviennent par ailleurs sur un certain nombre de débats ayant eu cours depuis le début des années 1980 autour de la «nécessaire» flexibilisation du marché du travail, débats qui ont en général associé étroitement l'importance de la création de valeur dans les secteurs de la culture, du savoir, de l'art et de la création avec la montée des technologies de l'information et de la communication et de l'informatique connectée. Comment la thématique actuelle du *digital labour* ravive-t-elle ces débats, qui ont pu se cristalliser autour des thématiques de la «société de l'information», de la «société en réseau» ou de l'«économie créative»?

DIGITAL LABOUR ET REPRODUCTION SOCIALE: REPENSER LE TRAVAIL ET LA VALEUR

Les théories de l'économie numérique d'inspiration marxiste ont, ces dernières années, multiplié les néologismes difficilement traduisibles de l'anglais vers le français, du *free labour*¹ au *venture labour*², en passant par le *digital labour*³. À cela s'ajoute l'application aux plateformes numériques de notions préexistantes telles que le travail du public⁴, l'usine sociale⁵, le travail immatériel⁶ ou le travail du consommateur⁷. Sébastien Broca examine dans son article l'hétérogénéité des activités numériques rassemblées autour de ces notions et critique en particulier la manière dont la notion de *digital labour*

tend à amalgamer des configurations socio-économiques où les motivations des contributeurs, leurs qualifications, les relations sociales qu'ils tissent, leurs modes de rémunération et les formes de captation et de valorisation dont leur activité fait l'objet sont extrêmement variées. Cela conduit par exemple à mettre au même niveau le « travail » du client et celui du chauffeur Uber, en tant qu'activités non-salariées génératrices de valeur économique. Invitant à découpler les notions de valeur et de travail, Sébastien Broca propose alors de restreindre l'usage de la notion de travail aux seules activités intentionnellement productives.

Antonio Casilli revient quant à lui dans l'entretien qu'il nous a accordé sur l'intérêt du concept de *digital labour* pour penser ensemble les différentes formes de « parasubordination technique » à travers lesquelles des plateformes capitalistes transforment implicitement leurs usagers en travailleurs dépendants. À la différence de la firme, qui encadre dans les murs de l'usine le travail de ses salariés, la plateforme met à contribution, via des dispositifs numériques, des travailleurs disséminés, « juridiquement indépendants mais économiquement dépendants ». À partir de ces définitions, Antonio Casilli évoque les recherches actuelles visant à créer un indicateur mondial du *digital labour* qui puisse à la fois compléter les statistiques nationales de l'emploi formel et cartographier les flux de captation du travail des Suds par le Nord de la planète. Cette division internationale du travail sur les plateformes numériques, par laquelle les tâches de conception sont concentrées au Nord et les tâches d'exécution sont concentrées dans les Suds, repose, dès qu'on s'éloigne des centres de captation majeurs de la valeur, sur des conditions de travail souvent mortifères visant des rendements parfois imposés par la force. L'extraction de minerais, par exemple en République Démocratique du Congo, et l'assemblage des composants, notamment en Asie du

1. T. Terranova, « Free labor: producing culture for the digital economy », *Social Text*, vol. 18, n° 2, 2000, p. 33-58.

2. G. Neff, *Venture Labor. Work and the Burden of Risk in Innovative Industries*, Cambridge MA, MIT Press, 2012.

3. T. Scholz (dir.), *Digital Labor. The Internet as Playground and Factory*, New York, Routledge, 2013; C. Fuchs, *Digital Labour and Karl Marx*, New York, Routledge, 2014; D. Cardon, A. Casilli, *Qu'est-ce que le Digital Labor?*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2015.

4. DW. Smythe, « Communications: blindspot of western marxism », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, vol. 1, n° 3, 1977, p. 1-27.

5. M. Tronti, *Ouvriers et capital*, Genève, Entremonde, 2016.

6. M. Lazzarato, « Immaterial labor », in P. Virno et M. Hardt (dir.), *Radical Thought in Italy: A Potential Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996, p. 132-146.

7. M.-A. Dujarier, *Le travail du consommateur*, Paris, La Découverte, 2014.

Sud-Est, en ce qu'ils constituent la condition matérielle de cette création de valeur en réseau, peuvent aussi être inclus dans cette cartographie du *digital labour*.

L'apport féministe à la critique de l'économie numérique reste encore largement sous-évalué en France. Les clarifications conceptuelles apportées dans son article par Morgane Merteuil à propos des débats féministes des années 1970 relatifs au statut économique du travail domestique permettent, en prolongement, de dessiner deux orientations. D'un côté, des féministes matérialistes françaises comme Christine Delphy⁸ envisagent l'exploitation patriarcale du travail domestique comme relativement autonome par rapport au capitalisme; cela permet de comprendre que toutes les formes d'appropriation et de subordination du travail numérique ne sont pas réductibles à l'antagonisme capital/travail. D'un autre côté, des féministes marxistes italiennes comme Mariarosa Dalla Costa, Leopoldina Fortunati ou Silvia Federici s'attaquent à l'opposition marxiste traditionnelle entre production et reproduction pour penser la dimension indissociablement patriarcale et capitaliste de la discipline, de l'invisibilisation et de la captation du travail «de femme». Ce travail reproductif assigné à et majoritairement effectué par les femmes est à la fois manuel, affectif et cognitif: «de soin, d'amour, d'éducation, de socialisation, de communication, d'information, de divertissement, d'organisation, de planification, de coordination et de logistique.»⁹

L'article de Kylie Jarrett revient sur l'importance des Blanchisseries Madeleine dans la genèse du capitalisme patriarcal irlandais pour resituer le travail immatériel gratuitement effectué sur internet dans une longue histoire de discipline et de captation du travail reproductif non rémunéré. Ce détour par l'histoire du travail domestique et bénévole féminisé permet une reformulation féministe de la question du *digital labour*. Sa démarche met d'abord en

évidence le rôle du genre dans les processus de reconnaissance du travail. La naturalisation comme «féminines» de certaines activités numériques – comme le nettoyage, la sollicitude ou la mise en relation – conduit en effet à leur invisibilisation et à leur sous-rémunération. La comparaison avec le travail domestique et bénévole permet ensuite de comprendre que la valeur d'usage d'une activité numérique n'est jamais réductible à son encadrement capitaliste et à la valeur marchande qui est attribuée à ses produits. Autrement dit, les significations et les intensités en jeu dans la sociabilité numérique excèdent toujours les fonctions économiques et idéologiques que les plateformes s'efforcent de leur assigner. En substituant à la figure du *mechanical turk*¹⁰ celle de la *digital housewife*, ou «ménagère numérique», Kylie Jarrett nous permet d'imaginer un sujet féministe anticapitaliste qui, à rebours de la quête d'un illusoire retour vers un «moi» authentique préexistant

8. C. Delphy, *L'ennemi principal*,

Tome 1 : Économie politique du patriarcat, Paris, Syllepse, 2009.

9. L. Fortunati, «Immaterial labor and its machinization», *ephemera*, vol. 7, n° 1, p. 144, citée in K. Jarrett, *Feminism, Labour and Digital Media: The Digital Housewife*, Londres, Routledge, 2016, p. 14.

10. Le *mechanical turk* était au 18^e siècle un automate derrière lequel se cachait un vrai joueur d'échecs.

Il est aujourd'hui une métaphore d'un web commercial où «les gestes des travailleurs qui animent l'interface sont dissimulés par le spectacle de la machine». A. Aytes, «Return of the crowds: mechanical turk and neoliberal states of exception», in T. Scholz (dir.), *Digital Labor*, New York, Routledge, 2013, p. 81.

aux injonctions capitalistes, politise le travail reproductif – soit le travail de production de nous-mêmes – effectué au quotidien dans l'usine sociale du web 2.0.

EXPLORATIONS DANS LES INDUSTRIES DE LA SOCIABILITÉ, DU JEU VIDÉO ET DE LA MUSIQUE

Lisa Nakamura mobilise ce cadre d'analyse féministe marxiste pour étudier le travail reproductif non rémunéré d'indexation, de prévention et d'éducation contre les discours sexistes et racistes sur Twitter. L'article revient sur la manière dont des militantes féministes, *queer* et antiracistes rassemblées autour du *hashtag* #ThisTweetCalledMyBack critiquent l'invisibilisation et la stigmatisation dont font l'objet leurs efforts pour rendre cette plateforme de sociabilité accessible, agréable et sécurisée pour les usagères les plus vulnérables au harcèlement raciste et sexiste. Lisa Nakamura souligne les tensions inhérentes à ce type d'investissement militant du web commercial: d'un côté, ce travail bénévole bénéficie à la plateforme dans la mesure où il en favorise la fréquentation et, ainsi, en augmente la valeur économique; de l'autre, ce travail militant permet l'émergence de nouvelles sociabilités et subjectivités féministes, antiracistes et anticapitalistes.

Alors que la participation à des serveurs «pirates» de jeux vidéo en ligne est d'ordinaire envisagée comme une acte délinquant ou comme une passion subversive, l'enquête ethnographique menée par Bruno Vétel met au jour l'organisation du travail sur laquelle repose le détournement, dans un but à la fois ludique et lucratif, du jeu massivement multijoueur Dofus. Si la stratégie d'Ankama, société propriétaire de ce jeu, est de combattre ces serveurs «pirates»,

en les dénonçant comme illégaux, d'autres entreprises du secteur préfèrent les intégrer à leur modèle économique. La question du *digital labour* se voit ainsi étendue aux internautes qui produisent de la valeur économique à partir des plateformes commerciales sans pour autant en être des clients légitimes.

Sur un terrain un peu différent, Jacob Matthews propose d'analyser les nouvelles formes d'organisation du travail et de création de valeur liées à l'émergence des plateformes de *crowdsourcing*/*crowdfunding*. Ces mutations s'accompagnent de discours autour de la «participation», discours mis en avant dès les balbutiements du «web 2.0» et présentant ce dernier comme une réintégration des utilisateurs aux processus de production et de diffusion de la culture, censée apporter plus de diversité. En plus de montrer combien ces plateformes étendent la catégorie de prestataire de service culturel au profit des acteurs traditionnels des filières culturelles, l'auteur pointe combien ces derniers opèrent un contrôle éditorial plus étroit sur les œuvres à disposition ou sur les travailleurs susceptibles mobilisés sur un projet, non en fonction de qualités artistiques mais de capacités managériale ou de facilité à se conformer à certaines stratégies promotionnelles.

L'exploitation de travail gratuit a toujours été nécessaire à la possible rentabilité de l'investissement capitaliste dans le secteur des industries culturelles. Le mécanisme du droit d'auteur dans l'industrie musicale, par exemple, permet en réalité aux éditeurs de ne jamais rémunérer l'essentiel du travail de création, et de ne le rémunérer qu'en cas de succès, et au prorata des gains effectifs¹¹. C'est ainsi que les problématiques actuelles rappellent celles qui président aux mutations des industries culturelles sur les trois dernières décennies. Les catégories comme celles de «travail créatif» voire de «classe créative», en plus de celles de «*crowdfunding*» ou «*crowdsourcing*», tant promues par certains chercheurs-consultants que reprises dans des

11. R. Péron, «Le disque», in *Capitalisme et industries culturelles*, Grenoble, PUG, 1978.

rapports d'organisations nationales ou internationales ont pu, par exemple, accompagner depuis le tournant des années 2000 la flexibilisation et précarisation du travail, en étendant des caractères propres au seul travail artistique au reste des travailleurs, tout en livrant dans le même mouvement les deux à la loi du marché. Les mobilisations collectives dans les industries numériques ne sont ainsi pas sans en rappeler d'autres, notamment le célèbre bras de fer judiciaire qui a eu lieu en 2009 entre certains candidats et les productions des émissions de télé-réalité *Koh Lanta* et *L'Île de la tentation* afin de faire reconnaître la participation des premiers comme un travail d'acteur, les nombreuses actions de la part des intermittents sur les quinze dernières années ou encore, aux États-Unis, les grèves des scénaristes de la *Writers Guild of America* en 2007-2008. La figure de l'artiste peut être le modèle rêvé du travailleur pour un employeur : à l'avant-garde de la flexibilité – travaillant par projet, ne comptant pas ses heures, acceptant une rémunération inférieure en contrepartie d'un travail exaltant dans lequel il s'accomplit¹². Mais cette flexibilité n'est atteignable qu'à la condition de la détourner de ses buts historiques. Les différents types de plateformes «culturelles» sont ainsi autant d'interfaces par lesquelles, dans un même mouvement, les particularités du travail culturel sont étendues au reste de l'économie quand les méthodes quantitatives de gestion et de management du travail non-culturel viennent continuer de coloniser le travail culturel.

REGARDS DÉCALÉS SUR L'ORGANISATION NUMÉRIQUE DU TRAVAIL

Mais ces méthodes de management sont quelquefois réappropriées ou détournées, comme en témoignent les contributions visuelles de ce numéro. Dans sa proposition en deux volets, *Personal Kanban: Nuancier et Workflow*, Mathilde Chénin travaille autour et avec la forme de la méthode Kanban, un mode de

gestion de production à flux tendus, né à la fin des années 1950 dans les usines Toyota. Cette méthode prend la forme de larges *kanban boards* réalisés à base de post-it, délimitant trois colonnes : *to do, doing, done*. Elle est aujourd'hui réappropriée et adaptée aux besoins de la production numérique. Elle a aussi été utilisée et promue par un certain Jim Benson comme une méthode de développement personnel et une arme anti-procrastination.

Dans *[x] hours before deadline*, Juliette Goiffon et Charles Beauté travaillent à partir de matériaux plastiques, visuels et textuels copiés et récupérés de brevets de méthodes de travail et de management à distance. Ces mains vides, à la limite de la déshumanisation, parfois molles et passives, parfois crispées, semblent avoir tout juste la force de s'animer sur des interfaces tactiles. Leurs doigts s'y enfoncent, seuls indices du travail effectué. Les pages sont parcourues de brevets de méthodes de travail et de management à distance (organisation du temps de travail, logiciels de gestion et de notation de travailleurs à distance, etc.) qui deviennent eux-mêmes des interfaces, des partitions guidant les mains présentes. Aux côtés des mobilisations sociales et des recherches universitaires, le travail artistique, graphique, visuel, est une autre forme d'expression indispensable à la formation d'imaginaires critiques autour du travail dans les industries numériques¹³.

12. Voir P.-M. Menger, *Portrait de l'artiste en travailleur*, Paris, Seuil, 2008.

13. On peut aussi citer le livre *Google Hands* de Benjamin Shaykin (2009) et le manifeste *Wages for Facebook* de Laurel Ptak (2014).